

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

LIBYE/CRISE. HAFTAR APPELLE À REPRENDRE LES ARMES POUR "CHASSER L'OCCUPANT" TURC

Le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est de la Libye, a appelé ses forces à reprendre les armes pour "chasser l'occupant" turc, au moment où des pourparlers sont en cours pour sortir le pays de l'impasse. Ce dernier est en effet plongé dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, et deux autorités s'y disputent le pouvoir : le Gouvernement d'union nationale (GNA) à Tripoli, reconnu par l'Onu et soutenu par la Turquie, et un pouvoir incarné par Khalifa Haftar, soutenu par la Russie et les Emirats arabes unis.

MALI/DEUIL. MORT DE L'OPPOSANT SOUMAÏLA CISSÉ



Photo : AFP

Le principal opposant malien, Soumaïla Cissé, qui avait été retenu en otage pendant six mois par des jihadistes, est décédé hier du coronavirus en France à l'âge de 71 ans, a-t-on appris auprès de sa famille et de son parti. Ancien chef de l'opposition parlementaire, Soumaïla Cissé a été deuxième à trois reprises de l'élection présidentielle. Aux scrutins présidentiel de 2013 et 2018, il s'était incliné face à Ibrahim Boubacar Keïta, renversé le 18 août par des colonels.

NIGERIA/JIHADISTES. SEPT MORTS DANS UNE ATTAQUE LANCÉE PAR BOKO HARAM

Sept personnes ont été tuées jeudi à la veille de Noël dans une attaque lancée par le groupe jihadiste Boko Haram contre le village majoritairement chrétien de Pemi, dans le nord-est du Nigeria, selon des sources locales. Les jihadistes du groupe Boko Haram ont également pillé un hôpital et enlevé un prêtre avant d'incendier l'hôpital et l'église du village, selon le chef des milices locales.

## Centrafrique, Niger : dimanche d'élections

M. A. (Source : AFP)  
Libreville/Gabon

**C**ENTRAFRICAINS et Nigériens sont appelés aux urnes ce dimanche dans un contexte de quasi guerre civile pour les premiers et de menace jihadiste jamais lointaine pour les seconds.

En Centrafrique, quelque 1,8 million doivent désigner le président et les 140 députés (sur 1 500 candidats). Un scrutin que tient à tout prix à voir se dérouler le président sortant et favori Faustin Archange Touadera – face notamment à l'économiste et ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé ; l'ancien président François Bozizé étant hors course –, fort du soutien d'une communauté internationale qui a investi plus de 30 millions d'euros (19,6 milliards de francs) dans l'organisation de ces consultations.

Le pays reste pourtant contrôlé aux deux tiers par des groupes armés qui ont lancé une offensive pour perturber le scrutin. Plus grave, les principaux groupes rebelles ont annoncé hier rompre "le cessez-le-feu unilatéral" de trois jours, arrivant à échéance avant les élections de ce dimanche.

De quoi rendre illusoire une participation conséquente, du moins libre et sereine. Ce qui fait dire à l'opposition et aux experts que la légitimité des futurs élus pourrait être déjà grandement entamée. D'ailleurs, mercredi, à quatre jours du scrutin, le gouvernement exhortait encore par SMS les inscrits à aller retirer leurs cartes d'électeur.

A quelque 2 000 kilomètres de là, le Niger se prépare, lui, à une transition pacifique. Mahamadou Issoufou quittant le pouvoir après ses deux mandats constitutionnels. Son fidèle lieutenant Mohamed Bazoum est en course pour lui succéder, avec de solides chances de l'emporter face à cinq principaux candidats : Seïni Oumarou, l'héritier de Tandja ; Mahamane Ousmane, le premier président élu ; Ibrahim Yacouba, l'ami devenu ennemi ; Salou Djibo, l'ex-putschiste et Abouba Albadé, l'outsider.

Reste à savoir si Bazoum pourrait y parvenir dès le premier tour, son



Photo : DR

objectif. Ce serait une première dans l'histoire du pays. Même le président Issoufou ou le très populaire Mamadou Tandja, décédé récemment, avaient dû attendre le second tour pour l'emporter lors de leurs réélections triomphales.

Tous – aux côtés de 24 autres candidats – se disputent les suffrages de 7,4 millions d'électeurs, sur environ 23 millions d'habitants. En croisant les doigts. Deux attaques meurtrières, une à l'Ouest (7 soldats tués le 21 décembre) où

sevit régulièrement l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) et une à l'Est revendiquée par Boko Haram (34 morts le 12 décembre) se sont produites à l'approche du scrutin, rappelant l'importance de la question sécuritaire.

## Des bémols dans la partition

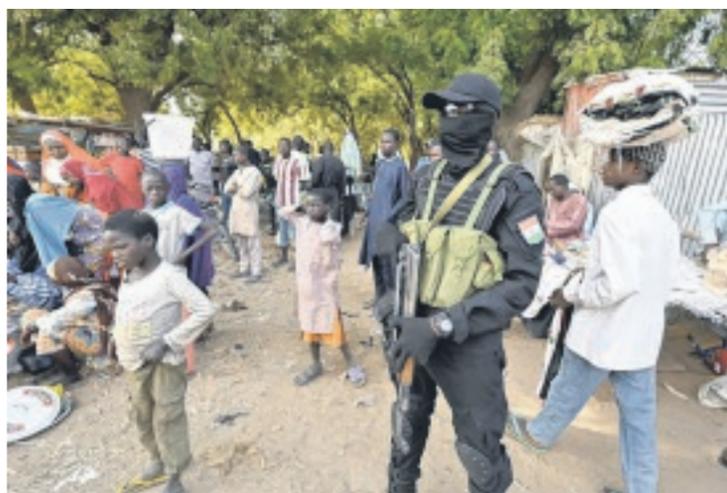


Photo : AFP

La sécurité, une préoccupation majeure au Niger, à la veille de la présidentielle.

M. A. (Source : AFP)  
Libreville/Gabon

**L**es élections en Centrafrique (présidentielle et législatives) et au Niger (présidentielle) n'auront donc rien d'une symphonie parfaite. Les deux pays, parmi les plus pauvres de la planète, faisant face l'un à la pression des groupes armés occupant une large part du territoire, l'autre à des incursions

jihadistes souvent sanglantes. Un contexte, pas que lui d'ailleurs, de nature à nourrir pessimisme ou scepticisme.

Dans les rues de Bangui, par exemple, l'ambiance n'est, de fait, guère à l'optimisme. Mercredi, de fausses rumeurs sur l'entrée des rebelles avaient déclenché des mouvements de panique. "Il y a des risques sur la sécurité du scrutin mais j'irai voter", insiste Lionel Fotot, 29 ans, venu cher-

cher sa carte d'électeur jeudi dans une école du centre.

Ailleurs, la possibilité même de pouvoir aller voter, ou de le faire librement et sereinement, se pose.

"C'est un hold-up électoral, l'élection ne peut avoir lieu sur l'ensemble du territoire contrôlé par des groupes armés qui veulent perturber le scrutin", estime Roland Marchal, spécialiste de la Centrafrique au Centre de Recherches Internationales (CERI) à Paris.

Au Niger, certains ne manquent pas de relever le trompe-l'œil que peut représenter le retrait de Mahamadou Issoufou. "Le retrait de M. Issoufou est simplement le respect de la norme, il y a d'autres normes à respecter pour être démocratique : les libertés et les droits ne sont pas respectés. Nous, activistes, nous avons fait des séjours en prison et les manifestations sont souvent interdites. Le Niger est une "démocrature", note l'activiste Moussa Tchangari.